

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1298** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Candidat président de la République

(Page 12)

Denis Mukwenge : la fin du mythe !

Questions sécuritaires en RDC

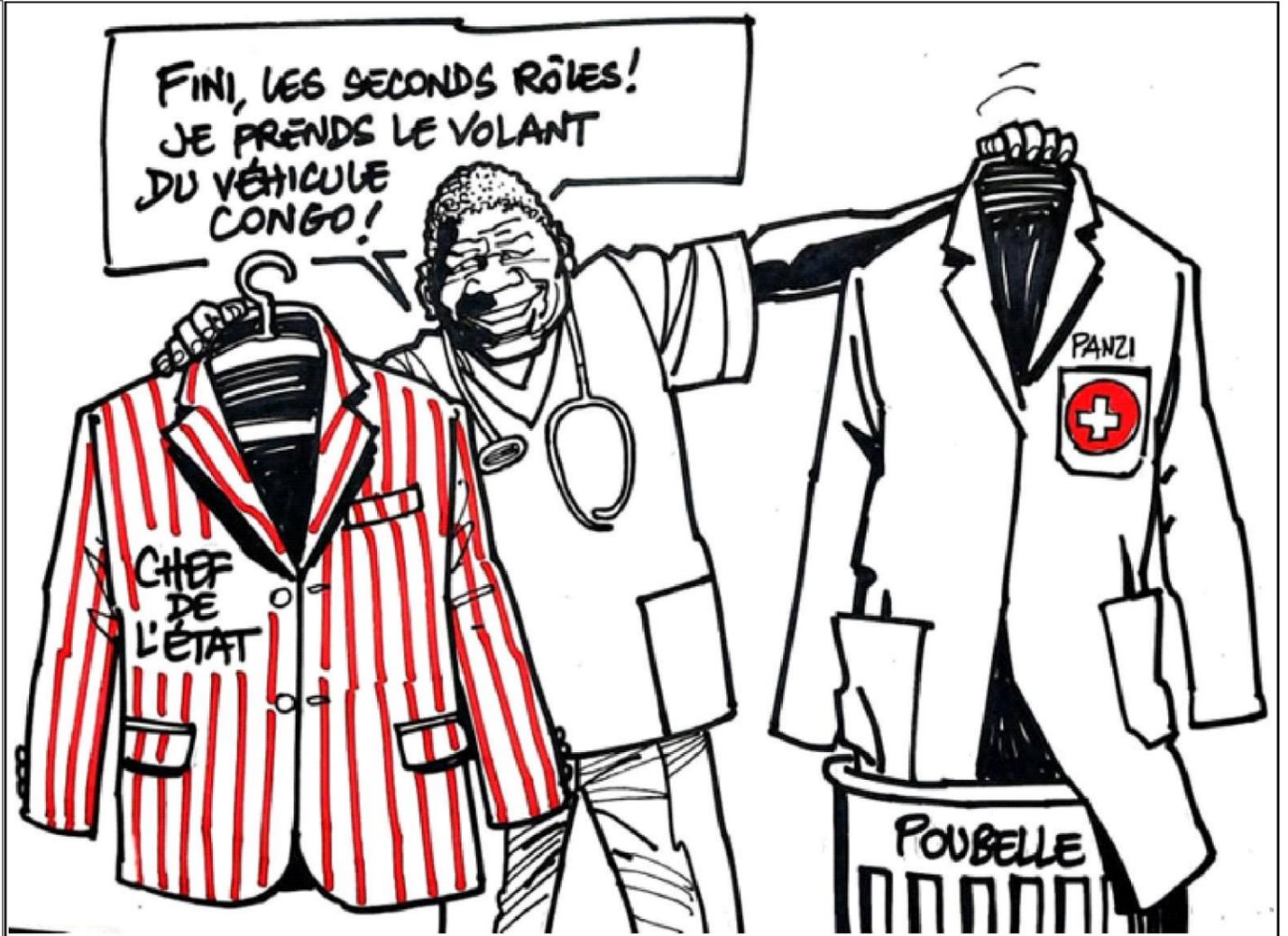
**D. Sassou
Nguesso
échange avec
F. Tshisekedi
à Kinshasa**

(P. 3)

Kinshasa

**Construc-
tions anar-
chiques : le
buldozer
est passé sur
Socopao !**

(P. 4)



Eternel recommencement

Nairobi : piège et distraction !

(Page 12)

**Que veulent
finalement les amis
Américains de l'Est
du Congo ?**

(Page)

**Nyota
TV**

Retrouvez-nous
sur 348
Canal+!

Ligue des champions

**TP. Mazembe
ramène un point
de l'Ouganda**

(Page 11)

Caisse nationale de péréquation

La nouvelle administration et le 1er ministre évoquent "le début urgent" de financement des projets sociaux



Les membres du Conseil d'administration de la Caisse nationale de péréquation (CNP) ont été reçus samedi 08 octobre 2022 par le Premier ministre, chef du Gouvernement de la République démocratique du Congo, Jean-Michel Sama Lukonde.

Se confiant à 7SUR7.CD, le président du Conseil d'administration (PCA) de la CNP, Izato Nzege Koloke a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de présenter leurs civilités au premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde.

De l'occasion, poursuit notre source, le Président du conseil d'administration et le Directeur général de la Caisse nationale de péréquation ont évoqué avec le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde « le début urgent » de financement des projets à caractère social en passant par l'opérationnalisation des antennes provinciales de ladite caisse placée sous tutelle de la primature.

« La rencontre avec le premier ministre a d'abord tourné autour de la présentation des civilités (...) Ensuite c'était pour voir déjà dans quelle mesure lancer l'opérationnalisation de la Caisse nationale de péréquation. Dans les jours qui viennent nous allons étendre les antennes au niveau de toutes les 26 provinces et très rapidement être déjà opérationnelles pour le dernier trimestre en cours et voir dans quelle mesure le gouvernement peut s'impliquer pour que les moyens puissent être mis à la disposition de la Caisse nationale de péréquation afin de financer les différents projets qui ont été prévus, sélectionnés et programmés par les provinces », a déclaré à 7SUR7.CD

le PCA de la Caisse nationale de péréquation, Izato Nzege Koloke.

Il ajoute que le premier ministre a rassuré que toutes les batteries seront mises en marche pour que la Caisse nationale de péréquation soit rapidement dotée des moyens nécessaires afin de commencer à financer des projets sociaux en provinces d'ici janvier 2023.

« Le premier ministre a vraiment martelé que très rapidement déjà lors de l'examen du budget en cours il faut faire en sorte que déjà pour 2023 tout soit prêt pour que dès janvier nous puissions déjà commencer à sentir la mise en œuvre de ces projets à travers la République. La Caisse nationale de péréquation veillera vraiment plus à la solidarité entre les provinces. Ça veut dire : le social, l'équilibre, le développement entre les provinces. Voilà pourquoi des orientations fermes de son excellence Monsieur le Président de la République nous ont été transmises fidèlement par le premier ministre et des séances de travail ont été planifiées dans les jours qui suivent pour qu'en plus des effets de développement de 145 territoires la Caisse nationale de péréquation paracheve ce programme ambitieux du Chef de l'État », a fait savoir Izato Nzege Koloke, PCA de la Caisse nationale de péréquation.

Il sied de rappeler que le nouveau Président du Conseil d'administration de la Caisse nationale de péréquation en République démocratique du Congo Izato Nzege Koloke et son équipe ont été nommés par le chef de l'État congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au travers d'une ordonnance présidentielle rendue publique tard dans la soirée du samedi 03 septembre 2022.

César Augustin Mokano Zawa

Nord-Kivu

Résurgence des hostilités entre groupes armés à Masisi et Walikale

Les sociétés civiles de Masisi et Walikale (Nord-Kivu) ont alerté, samedi 8 octobre, sur la résurgence des hostilités entre groupes armés locaux dans leurs territoires.

Ces structures expliquent que ces combats sont, depuis trois semaines, à l'origine de plusieurs dégâts collatéraux sur la population locale de cette partie du pays.

Le rapporteur de la société civile de Masisi, Telesphore Mitondeke cite notamment les pertes en vies humaines, le déplacement massif, les pillages, la déscolarisation, la précarité humanitaire, le nonaccès de plusieurs personnes à leurs champs et autres.

Les sociétés civiles de Masisi et Walikale ont recommandé de



deployer les militaires dans les coins les plus à haute tension entre groupes armés locaux afin de stabiliser toutes ces zones.

Le gouvernement est également invité à accélérer la mise en œuvre de tout le processus de paix ou de stabilisation déjà entamé sans complaisance aucune.

Ces activistes de la société encouragent l'encadrement des

rendus cantonnés au centre de Mubambiro, en territoire de Masisi, et dans le territoire de Walikale dans la base militaire de Biriwe qui, sans encadrement, rentrent progressivement en brousse.

Ils ont appelé « les miliciens de cesser leurs hostilités selon leurs engagements, de ne pas jouer au jeu de l'ennemi et de comprendre que c'est le peuple congolais qui reste victime.

« Toutes ces hostilités ne font qu'accroître le sous-développement dans cette partie du pays. Et enfin de continuer à adhérer au processus de paix envisagé par le gouvernement congolais », a conclu le rapporteur de la société civile de Masisi, Telesphore Mitondeke.

Kisangani

Les Cliniques universitaires dotées de matériel de laboratoire



Le recteur de l'Université de Kisangani (UNIKIS), Jean-Faustin Bongilo a remis, samedi 8 octobre, de matériel de laboratoire aux Cliniques universitaires de cette ville.

Il a fait ce don au nom du comité de gestion de son institution universitaire.

Ce matériel servira à plu-

sieurs examens notamment ceux relatifs à la virologie, la sérologie, l'immunologie, l'histologie, la dermatologie et la

biochimie.

Avant son utilisation, le personnel affecté au laboratoire provincial des cliniques universitaires doit être remis à niveau.

C'est ce qui justifie une formation de trois jours à laquelle il est soumis depuis ce samedi.

Selon le formateur venu de Kinshasa, ce renforcement de capacité consiste en la manipulation de ces appareils, en la conservation des échantillons et en la connaissance de certains préalables avant les tests.

Satisfait de l'acte posé par le comité de gestion de l'UNIKIS, le médecin directeur des Cliniques universitaires de Kisangani, docteur Noel Labama a salué ce geste :

« Avec ces machines, les Cliniques universitaires peuvent réaliser tous les examens de laboratoire. Nous n'avons plus à envoyer nos malades dans d'autres laboratoires de la place. Que la population ne puisse plus se déplacer de Kisangani vers d'autres milieux, rien que pour le laboratoire... »

Le coût global de ce matériel est estimé à plus ou moins 16 000 USD.

Le gouvernement dément la vente des terrains des centres nationaux de recherches

Le ministère de la Recherche scientifique a démenti, samedi 8 octobre, avoir vendu ou cédé les terrains, appartenant aux centres et instituts de recherche.

Lors d'une conférence de presse tenue à Kinshasa, le secrétaire général à la Recherche scientifique, Odon Ndambu, a expliqué que ces espaces sont mis en location pour viabiliser ces services de l'État :

« Par sa décision du 18 mars dernier, le gouvernement ne vend, ni ne cède les terres des centres et instituts de recherche mais plutôt les fait louer. Il s'agit d'une simple location d'un espace de terres pour une durée déterminée. L'idée du gouvernement est d'aider ces centres à se moderniser, à se viabiliser grâce à leurs patrimoines fonciers presque inexploités par manque de moyens ».

Pour Odon Ndambu, ces centres et instituts de recherche vont signer des contrats de location avec les investisseurs intéressés qui apporteront des capitaux pour mettre en valeur les espaces loués.



Il a ajouté que ces contrats détermineront la période d'exploitation pour permettre à l'investisseur de récupérer son argent.

Après le délai convenu, la bâtisse construite deviendra la propriété du centre ou de l'institut de recherche l'ayant fait louer.

Les centres et instituts de recherche concernés sont entre autres : l'Institut géographique du

Congo, le Centre des recherches en sciences humaines, l'Institut national pour l'Étude et la recherche agronomiques (INERA).

A l'occasion, le secrétaire général à la Recherche scientifique met en garde tous ceux qui tenteraient de spolier les terrains ou espace appartenant à ces centres ou instituts.

Kwamouth : F. Tshisekedi en quête des faits infractionnels

Le Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a chargé vendredi, quelques membres du gouvernement à travers leurs services spécialisés, sous la supervision du Premier ministre, de documenter les faits infractionnels sur l'ensemble du périmètre concernés de la zone de conflit de Kwamouth afin d'accélérer le rétablissement partout de l'ordre public, au cours de la 72^{ème} réunion du conseil des ministres tenue en visioconférence. Le ministre de la Communication et médias, porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe qui a procédé à la lecture de ce compte rendu sur les antennes de la Radio télévision nationale congolaise (RTNC), a fait savoir que le Président de la République a chargé, à cet effet, le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières, la ministre d'Etat, ministre de la Justice et garde des sceaux et le ministre de la défense nationale de l'exécution de cette mesure, avant de souligner que le conflit Teke-Yaka qui dure depuis plus d'un mois dans le territoire de Kwamouth, a pris des proportions inquiétantes avec des pertes en vies humaines et matérielles.

Pour lui, cette situation inacceptable

vient troubler la paix entre communautés qui ont toujours vécu en harmonie, précisant qu'au-delà des efforts louables déployés à la fois par les autorités provinciales et celles du gouvernement central, d'autres défis demeurent, notamment la sécurisation de la route nationale numéro 17. A cet effet, le Chef de l'Etat a lancé un vibrant appel au calme à l'ensemble de la population du grand Bandundu et à redoubler la vigilance afin de dénoncer tout acte susceptible d'exacerber le compte.

Le commandant suprême des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) a, en outre, encouragé le ministère des affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale d'activer rapidement un plan de gestion des flux migratoires à impacts sociaux comme réponse rapide et efficace pour une prise en charge d'urgence et a instruit le ministre des Affaires sociales de lancer sans délai une campagne de solidarité nationale en mettant à contribution la société civile pour la sensibilisation de la population à cultiver la paix dans ce coin de la République.

Justice : le maillon faible

S'agissant de la rationalisation de l'action de la justice dans le renforcement de

la gouvernance publique et de l'Etat de droit, le Président de la République a rappelé le rôle pivot reconnu à la justice dans l'architecture institutionnelle du pays.

« Il revient de constater que loin de se relever de ses faiblesses, pour l'instant notre justice va encore mal, s'invitant sur le banc des accusés à la grande incompréhension et désolation de notre peuple. Chaque jour, dans tous les coins du pays, le peuple assiste abasourdi scandaleusement à des actes ou des comportements de certains acteurs judiciaires ainsi qu'à des actions ou décisions judiciaires à la limite du hasard et de la théâtralisation de celle-ci, creusant davantage, la méfiance le plus légendaire entre le peuple et la justice » a-t-il déploré.

Le Président de la République a indiqué qu'au regard du dysfonctionnement relevé tant pour ce qui concerne la justice pénale, la justice civile ou administrative qui sont la voie qui mène à la justice, est assimilée à tort ou à raison à un véritable chemin de la Croix, précisant que dans cet environnement, le conseil supérieur de la magistrature devrait se mobiliser pour relever efficacement les défis de la régulation administrative et disciplinaire de la magistrature.

« Le Président de la République attend aussi y veiller dans le cadre de ses

prérogatives constitutionnelles, car face à une telle situation, c'est lui qui devient pour la population en danger et désespéré comptable ou coupable de cette inaction ou de l'action désarticulée de la justice » a-t-il renchéri.

Sans enfreindre à l'indépendance constitutionnelle du pouvoir judiciaire qui bien plus qu'un droit exclusif pour le magistrat, en est une garantie reconnue pour les justiciables d'avoir une justice impartiale, le Président de la République a chargé la ministre d'Etat, ministre de la Justice, garde des sceaux de travailler avec le Conseil supérieur de la magistrature en activant la passerelle légale du cadre de concertation prévue à l'article 17 du règlement intérieur du Conseil supérieur de la magistrature afin de proposer une série de pistes de solution rapide.

« D'autant que l'Inspection générale des services judiciaires et pénitentiaire comme instrument d'accompagnement du ministère de la Justice est appelée à jouer son rôle de manière efficace, il va sans dire que si le problème est structurel, une évaluation s'avère capitale afin de conduire à une révisitation des mécanismes légaux et même institutionnels pour insuffler à la justice un souffle nouveau », a-t-il dit.

Garde républicaine

Passation de commandement devant le chef de l'Etat

Le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a présidé Vendredi, au Camp Colonel Tshatshi, à Kinshasa, la cérémonie de passation du Commandement de la Garde Républicaine entre le Général Christian Tshiwewe Sobgesha et le Général Major Ephraïm Kabi Kiriza.



La cérémonie a débuté par une parade menée par le commandant sortant de la Garde républicaine,

Dans son allocution pour la circonstance, le lieutenant général Christian Tshiwewe a rappelé les missions dévolues à une division spéciale commise à la sécurité du Chef de l'Etat, de sa famille biologique, son patrimoine mobilier et immobilier ainsi que la protection de ses hôtes de marque.

Il a appelé, à cet effet, la Garde Républicaine au respect de la devise : « Ne jamais trahir mon Président », comme serment de loyauté au Chef de l'Etat, avant de passer l'étendard du pouvoir au Commandant Su-

prême des Forces armées et de la Police nationale. Le Président de la

République a, à son tour, remis l'étendard au nouveau commandant de la Garde Républicaine, le général Ephraïm Kabi, en ce mot : « Je te remets cet étendard, symbole du pouvoir que tu vas exercer jusqu'au sacrifice suprême ».

Au terme de l'Ordonnance portant réaménagement au sein de l'armée nationale, le nouveau commandant de la Garde républicaine est secondé par les généraux de brigade Thierry Inengeli Baka et Désiré Mulumba Kabanangi, respectivement commandant adjoint chargé des opérations et renseignements et commandant adjoint chargé de l'administration et logistique ainsi que le colonel Maloba Mwila Eric, nommé chef d'état-major de la Garde républicaine.

ACP

Questions sécuritaires en RDC

D. Sassou Nguesso échange avec F. Tshisekedi à Kinshasa



Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu la visite, samedi, de son homologue du Congo Brazzaville, Denis Sassou N'Guesso, avec qui il a échangé, au nouveau Palais présidentiel de Mont Ngaliema, autour de la crise sécuritaire qui sévit actuellement dans l'Est de la RDC et dans le territoire de Kwamouth, province du Maï-Ndombe.

Selon une source de la Présidence de la République, les deux Chefs d'Etat ont également évoqué, d'une manière générale, les relations bilatérales entre leurs deux pays, qui sont au beau fixe.

Liés par la géographie et

l'histoire, les deux nations entretiennent des relations de bon voisinage, de sorte que tout ce qui touche l'un a inévitablement des conséquences chez l'autre.

C'est ainsi, note-t-on, que la situation sécuritaire à Kwamouth en RDC est ressentie de part et d'autre de la frontière commune, avec des effets d'entraînement néfastes, sur le plan humanitaire, pour les populations des deux rives.

Le Président Félix Antoine Tshisekedi a également tiré profit de la visite de travail de 24 heures de son homologue, pour faire avec lui un large tour d'horizon de la sécurité dans la sous-région, avec un regard appuyé sur les provinces de l'Est de la RDC.

La CENI forme ses juristes sur les contentieux électoraux

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a donné le go, samedi 08 octobre 2022, à Kinshasa, en RD Congo, de la formation de ses juristes sur les contentieux post-électoraux.

C'est le rapporteur adjoint de la Centrale électorale, Paul

processus, il y a un nombre important des contentieux que vous devez comprendre et maîtriser pour mieux défendre la CENI au moment opportun».

Par ailleurs, il a exhorté les jeunes juristes à capitaliser les connaissances acquises lors de la formation.



Muhindo, qui a lancé ces assises. Dans son discours, il a donné les orientations par rapport à la formation.

« Nous sommes engagés dans un processus qui s'est enclenché depuis un certain temps et bientôt, nous allons entamer l'enrôlement des électeurs. C'est pourquoi, il est impérieux pour nos juristes maison de s'imprégner du déroulement des opérations électorales. C'est dans cette optique que cette formation comportera à la fois des aspects juridiques et opérationnels », a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : « Vous remarquerez que pendant le cheminement du

« Cette formation ne va pas être simplement théorique, elle sera aussi pratique dans la mesure où vous allez échanger sur les différentes expériences du terrain dans l'objectif d'enrichir les plus jeunes d'entre-vous. À terme, beaucoup parmi vous seront appelés à former d'autres juristes à l'intérieur du pays. Donc, montrez-vous assidus en vue de parvenir à cette fin », a-t-il conclu.

Pendant 6 jours, les participants à cette session de formation plancheront sur différents types de contentieux découlant des consultations électorales.

Prince Mayiro7/7.cd

Kinshasa

Constructions anarchiques : le bulldozer est passé sur Socopao !



Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a supervisé le vendredi 7 octobre 2022 les opérations de démolition des constructions anarchiques sur les voies publiques et emprises ferroviaires dans le but de restaurer les normes urbanistiques dans la capitale congolaise.

C'est ce qui ressort de la dépêche de la cellule de communication de l'hôtel de Ville de Kinshasa parvenue à la rédaction de 7SUR7.CD.

D'après la même source, Gentiny Ngobila a assisté à ces opérations d'abord à SOCOPAO dans la commune de Limete, accompagné de son adjoint Gérard Mulumba.

Le gouverneur de la ville de Kinshasa a fait savoir que ces opérations de démolition à SOCOPAO s'effectuent dans le cadre du projet Métro-Kin qui prévoit la réhabilitation du chemin de fer dans la capitale congolaise. Concernant la population délogée, Gentiny Ngobila a rassuré que celle-ci sera aménagée dans d'autres demeures.

« Nous détruisons toutes les constructions anarchiques érigées le long du chemin de fer. C'est la première phase

ici à SOCOPAO. Dans le cadre du projet Metro-Kin, il est prévu la réhabilitation du chemin de fer qui passera à deux voies. Tous ces gens dont les habitations sont détruites, seront relocalisés dans la localité de Nsingingi dans la commune de la N'sele. La population est très satisfaite de cette opération, elle nous a accompagnés. C'est un signal fort pour nous car cela prouve que la population kinoise aspire au développement de notre pays », a-t-il fait savoir.

Après SOCOPAO, Gentiny Ngobila s'est rendu au site de l'hôpital de Kintambo, où des maisons érigées sur la voie publique ont également été démolies.

Signalons par ailleurs que ces opérations de démolition se sont poursuivies dans d'autres coins de Kinshasa, notamment le démantèlement sur les sites du boulevard Triomphal et de l'hôtel du fleuve Congo dans la commune de Gombe sous la supervision du vice-gouverneur de la ville Gérard Mulumba.

Christian Dimanyayi/
7SUR7.CD.

Territoriale

La RDC se dote d'une Agence Nationale d'Aménagement du Territoire inauguré

L'Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) a désormais un siège social à Kinshasa, capitale de la RDC.

La cérémonie inaugurale du siège social de cette agence gouvernementale a eu lieu le samedi 08 octobre 2022. C'est le ministre de l'Aménagement du Territoire, Guy Loando Mboyo, qui a procédé à la coupure du ruban symbolique avant de dévoiler l'enseigne de l'ANAT. C'était en présence de plusieurs autorités politico-administratives.

Dans son speech, G. Loando a mis en évidence l'importance de l'ANAT sous tutelle de son ministère.

« L'ANAT est une agence technique d'exécution des projets qui a comme objet social la modernisation des villes existantes, la planification, la conception et l'aménagement de nouvelles villes, le développement des territoires en collaboration avec les ministères sectoriels et les provinces (...). C'est pour la toute première fois dans l'histoire de notre pays que nous avons un établissement destiné à la conception, à l'aménagement et à la modernisation des villes ainsi que des infrastructures y afférentes. Ceci arrive à point nommé car nul n'ignore que nos villes sont vétustes et délabrées. Les nouvelles villes sont à construire dans le respect des normes et standards modernes et conformément à la démographie de notre pays », a-t-il affirmé.

Le ministre de l'Aménagement du Territoire a rappelé que l'ANAT a déjà conçu quelques projets notamment la



construction de l'aérogare de Boende dans la province de la Tshuapa et la construction de Lumumbaville.

Plusieurs projets élaborés par l'ANAT n'attendent que des moyens financiers pour des études approfondies et l'exécution, a allégué G. Loando. Il s'agit de :

- L'extension de la ville de Bukavu ;
- L'extension de la ville d'Uvira ;
- L'extension de la ville de Kolwezi à l'horizon 2035 ;
- L'extension de la ville de Kalemie ;
- L'extension et la modernisation de la ville de Mbuji-Mayi ;
- La rénovation des vieux quartiers dans la ville province de Kinshasa ;

- L'extension de la ville province de Kinshasa avec le projet Kintoko ;

- La conception et l'aménagement des centres secondaires dans les chefs lieux de nouvelles provinces ;

- L'aménagement des échangeurs et des parkings payants en hauteur à Kinshasa pour réduire les embouteillages et générer les recettes pour le compte du Trésor public ;

- L'aménagement des cimetières sociaux modernes sous formes de jardins à Kinshasa ;

- La conception des plans d'aménagement des villes ;

- Le développement des infrastructures de production des énergies renouvelables attendues en terme des mi-

cro barrages et centrales électriques solaires pour la lutte contre la déforestation grâce à la création d'une industrie de production des matériaux.

Le ministre de l'Aménagement du Territoire a aussi indiqué que des projets ont été confiés à l'ANAT par le Conseil des ministres. Il a cité :

1. La ville pilote de Goma : Construction de plusieurs unités de logements pour l'accueil des sinistrés de Goma ;

2. L'installation d'une industrie de production des matériaux pour soutenir la reconstruction de la ville pilote et d'autres projets de construction au Nord-Kivu ;

3. La viabilisation des sites de projets de la ville près de Goma ;

4. La construction d'une autoroute à péage pour relier les pôles urbains.

Avant de clore son propos, G. Loando a appelé les responsables et experts de cette agence à s'investir pour la concrétisation des objectifs assignés à l'ANAT.

Présent à cette activité, le directeur de cabinet du premier ministre a souhaité bon vent à l'ANAT qui entre dans la droite ligne de la politique gouvernementale dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Pour rappel, l'ANAT est un établissement public à caractère technique et administratif créée par le décret n°21/08 du 30 décembre 2021.

Merveil Molo7/7.cd

Budget 2022

Le gouvernement se targue avoir dépassé les assignations

Le ministre des Finances Nicolas Kazadi a informé vendredi le conseil des performances enregistrées ces derniers

mois dans la gestion des Finances publiques. D'après le compte rendu de la 72e réunion du conseil des ministres, les recettes mobilisées au mois de septembre 2022 ont été de l'ordre de 1800,5 milliards FC sur des prévisions des recettes budgétaires mensuelles arrê- tées à 1461,4 milliards FC soit un taux de réalisation de 123%.

A l'en croire, la performance des régies financières se raffermirait davantage dans la perspective de l'atteinte de leurs assignations mensuelles.

«Les recettes cumulées du 1 au 30 septembre 2022 ont affiché 14 milles 807,7 milliards FC ce qui représente 133% du taux de réalisation par rapport aux prévisions de janvier à Septembre 2022 attendu à 11 milles 150,3 milliards FC et 101% de taux de réalisation par rapport aux prévisions annuelles de 14 milles 790,9 milliards FC. Avec ces chiffres, le gouvernement vient de dépasser les assignations budgétaires prévues pour l'exercice 2022», explique le compte de la réunion fait vendredi 7 octobre 2022 par le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya.

Et de poursuivre : «La situation cu-

mulée par les régies financières indique un taux de réalisation par rapport à leurs prévisions annuelles respectives de 130% pour la DGI, 86% pour la DGRAD et 62% pour la DGDA»

Depuis l'arrivée du gouvernement SamaLukonde avec Nicolas Kazadi à la tête du ministère des Finances, la mobilisation des recettes s'est améliorée suite aux mesures internes mais aussi à l'embellie de principaux cours des matières premières. Cependant, la qualité de la dépense pose encore des problèmes, d'après plusieurs experts du secteur des Finances publiques.

En 2023, ils affichent encore de grandes ambitions. Le projet du budget 2023 déposé par le Premier ministre, SamaLukonde, auprès du président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, est estimé à 29 milliards 520 millions de francs congolais, soit 14,6 milliards de dollars américains.

Selon le Premier ministre, plus de 10 milliards de dollars proviendront des ressources propres, soit une augmentation de près de 32% par rapport au budget 2022.

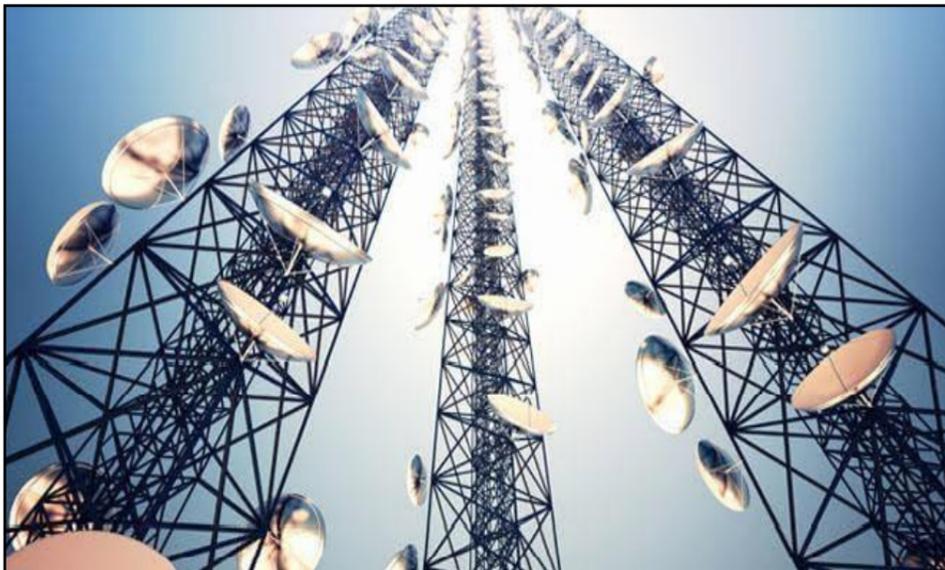
Clément Muamba

Télécoms/TIC

Le gouvernement pour des investissements accrus dans le secteur

Le ministre des Postes, Télécom-

d'ici 2033 dans le but d'atteindre tous les



munications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), Augustin Kibassa Maliba, s'est engagé, au nom du gouvernement de la RDC, à favoriser un climat de confiance pour des investissements accrus dans le domaine des télécommunications et des TIC, lors de la clôture d'un atelier sur la libéralisation du marché des Télécoms et du secteur des TIC.

Le ministre Augustin Kibassa a félicité les participants à l'atelier pour les recommandations et les résolutions retenues à l'issue des échanges qui, a-t-il dit, seront prises en compte par son ministère dans son document de politique sectorielle.

Il a salué l'adoption, par le conseil des ministres, du décret portant création, organisation et fonctionnement de l'établissement public dénommé « FDSU ».

« J'affirme ma disponibilité à continuer les échanges dans un cadre de concertation permanente », a laissé entendre Augustin Kibassa tout précisant sa ambition d'améliorer sensiblement la connectivité

Congolais.

Le représentant du ministre des Finances a fait part de la volonté du gouvernement de créer un environnement favorable aux investissements, veoir à la baisse le taux d'imposition, réduire le droit d'accès et faire respecter les bonnes pratiques au niveau privé.

Parmi les intervenants à l'atelier, le conseiller du ministre des PTNTIC en charge de Développement des compétences, Marcel Pero, a exposé sur la vision à long terme du ministre Augustin Kibassa Maliba. Cette vision a pour objectif à favoriser plus d'inclusion et un meilleur accès des populations congolaises aux réseaux de télécoms et à l'internet haut débit d'ici 5 ans.

Cet atelier qui a duré deux jours soit du 6 au 7 octobre a eu pour thème « la route vers la libéralisation du marché ; comment atteindre l'accès universel au haut débit en RDC d'ici 2030 », a permis aux parties prenantes notamment les opérateurs télécoms des secteurs publics et privés d'examiner les meilleures pratiques afin d'appuyer la RDC sur la voie de la transition numérique

Plaidoyer pour la transformation locale des minerais stratégiques congolais

Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, a plaidé pour la transformation locale des minerais stratégiques congolais qui interviennent dans la fabrication des batteries et véhicules électriques, au cours de la table ronde de la PRE-COP 27, à Kinshasa, a appris vendredi l'ACP dudit ministère.

Selon la source, le ministre Paluku a donné les détails sur l'évolution du processus d'installation d'une première usine de fabrication des précurseurs des batteries électriques dans la province du Haut-Katanga.

Ce grand projet, a-t-il dit, va changer les économies des pays africains avant de rappeler la volonté du Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, de voir la RDC devenir le leader de ce projet panafricain.

Prenant la parole à cette occasion, le directeur de Cabinet adjoint du Chef de l'Etat en charge des Questions économiques, André Wameso, a insisté sur la valorisa-

tion des ressources naturelles de la RDC, qui, a-t-il noté, est un pays solution au réchauffement climatique.

À son tour, Susannah McLaren, cheffe chargée de l'approvisionnement et de la durabilité de « Cobalt Institute », une association commerciale mondiale, représentant l'ensemble de l'industrie et de la chaîne de valeur du cobalt, a préconisé le dialogue permanent entre le gouvernement de la République et les organisations de la société civile.

Le ministre Paluku a fait partie du panel « Le rôle de la RDC dans une transition énergétique verte, équitable et juste », organisé par Cobalt Institute, dans la cadre de la table ronde de la PRE-COP 27.

ACP

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Les raisons d'insuffisance des produits de pêche et élevage en RDC

Le coordonnateur de la Cellule de sécurité alimentaire et nutritionnelle des produits de pêche et élevage

(CESANUPE), M Célestin Mutiri, a indiqué que la problématique liée à l'insuffisance de la production et la sécurité alimentaire des produits de pêche et élevage, préoccupe le gouvernement, au cours d'un entretien avec un journaliste de l'ACP.

Selon M Mutiri, la production en la matière se fait de manière irrationnelle et artisanale constituant ainsi une des raisons fondamentales de l'insuffisance alimentaire en RDC.

« Les notions liées aux contrôles des produits de pêche et élevage que consomment les Congolais, voire la vulgarisation de la pratique de l'aquaculture, figurent parmi les pistes de solution à ces problèmes, pour permettre aux Congolais de consommer une quantité suffisante de ces produits, au profit de l'ensemble de la population du pays. », a fait savoir le coordonnateur de CESANUPE.

Pour résoudre la problématique de l'insuffisance des produits de pêche et de l'élevage sur le marché, il a préconisé la volonté politique pour espérer rationaliser la quantité de ces produits annuellement en RDC face à la demande et au nombre de plus en plus croissant des consommateurs locaux.



Selon cet expert, il est fort possible que la RDC devienne un pays capable d'exporter ses produits de pêche et élevage, si et seulement si, ces activi-

tés sont pratiquées de manière rationnelle et formelle suivant les normes et standards du continent.

Vulgarisation de l'apiculture

Par ailleurs, le coordonnateur de la CESANUPE, est revenu sur la problématique et la nécessité de vulgariser l'apiculture, (élevage des abeilles) qui selon lui, demeure une voie incontournable pour la pratique de l'agriculture intensive. Il a souligné à ce sujet, que la présence des abeilles sur le champ, contribue à la fertilisation du sol.

Coordonnateur de cette cellule, sous tutelle du ministère de la Pêche et de l'élevage, M Mutiri a sollicité l'implication du gouvernement pour la mise en œuvre d'un projet qui encouragerait les agriculteurs congolais à se lancer dans l'apiculture, par rapport aux espaces destinés à l'agriculture en RDC. Ce projet peut servir au pays à élever les abeilles pour augmenter la quantité du miel produit au pays jusqu'à l'exporter à l'étranger pour intensifier l'économie nationale.

ACP

Sankuru**Le gouverneur Lodi appelle les jeunes à rejoindre l'armée et la police pour défendre le pays**

Jules Lodi, gouverneur de province de Sankuru, appelle les jeunes de sa juridiction à rejoindre l'armée et la police pour défendre la République Démocratique du Congo face à l'agression dont elle est victime.

Ce message a été lancé vendredi 07 septembre, lors de sa présentation aux éléments de la PNC et des FARDC, à Lusambo, chef-lieu de la province. « *Qu'est-ce qui reste à dire, dans un contexte de guerre et d'occu-*

pation par le Rwanda ? (...) C'est de vous encourager Sankuroise et Sankurois de rejoindre les rangs de nos forces de défense, parce que l'opération de recrutement sera bientôt lancée. Le constat est amer à la dernière opération, le Sankuru est resté la dernière province avec moins de 100 hommes. Rejoignez l'armée et la police pour défendre notre pays qui est menacé par une agression injuste », a-t-il déclaré.

En outre, le numéro un du Sankuru souligne que les commandants et les officiers de l'armée et de la police seront permutés pour notamment aider à lutter contre l'impunité dans sa province.

Il sied de signaler l'est de la RDC est attaqué par les rebelles du M23, soutenus par « le Rwanda », selon la version des autorités congolaises et un groupe d'experts des Nations-Unies.

Alain Saveur Makoba, à Kananga

Ituri**Le vivre ensemble prôché à plus de 200 leaders d'opinion à Komanda**

Plus de 200 leaders de différentes structures de la jeunesse et quelques journalistes ont été sensibilisés sur la paix, le vivre ensemble, le discours de haine et sur le mandat de la MONUSCO à Komanda, dans la province de l'Ituri. C'était au cours d'une réunion d'échanges, organisée jeudi et vendredi 7 octobre par la section de l'Information publique de la MONUSCO dans cette province.



Selon la Mission onusienne, l'objectif de cette rencontre est entre autres de « renforcer le mariage entre civils et militaires pour le succès dans la lutte contre les groupes armés ».

Selon le chef de l'Information publique de la MONUSCO en Ituri, Jean Tobie Okala, ces rencontres ont permis de dissiper les amalgames et confusions sur le rôle de la MONUSCO. Ce qui poussait les jeu-

nés à propager dans la communauté de fausses informations qui ternissent l'image de la MONUSCO.

Ces échanges ont aussi permis de lutter contre le discours de la haine et la désinformation ainsi que leurs conséquences qui mettent en mal la paix sociale en Ituri.

Après ces échanges, les participants ont résolu de changer d'attitude et de comportements pour servir de modèles dans leurs communautés et de bannir la haine et le rejet de l'autre qui sont des germes de conflits. Ils se sont également engagés à relayer ces messages au sein de leurs communautés.

Ces jeunes ont plaidé pour le déploiement des casques bleus dans d'autres parties de ce territoire et l'organisation des opérations militaires de grande envergure aux cotés des FARDC pour neutraliser des groupes armés.

Maniema**L'UNICEF donne 12 motos à 4 zones de santé pour le transport des vaccins vers les coins reculés**

L'UNICEF a remis vendredi 7 octobre à 4 zones de santé du Nord de la province du Maniema, 12 motos, en raison de 3 par zone, pour faciliter le transport des vaccins vers les coins reculés de cette province.

En fait, la province du Maniema projette, le 11 octobre, de lancer la deuxième phase de la campagne de vaccination contre la COVID-19.

Ce don de l'UNICEF est destiné aux zones de santé de Punia, Ferekeni, Obokote et Lubutu. Le choix de ces zones de santé se justifie par « l'impraticabilité des routes », a fait savoir le coordonnateur PEV/Maniema, docteur John Kahozi :

« Dans ces 4 zones de santé ciblées, l'approvisionnement est souvent difficile parce que les véhicules n'arrivent pas. En fait, les approvisionnements se font par moto, comme les véhicules n'arrivent pas. C'est comme ça qu'on a demandé d'abord



les motos pour ces 4 zones de santé et peut être que nous allons passer à une autre phase où on demandera des véhicules pour les aligner dans les différents axes pour aller à Kasongo, axe Kibombo, ... ».

Pour Dr José Tchanga de l'UNICEF, à part le transport des vaccins contre la COVID-19, ces motos serviront à d'autres activités de routine du Programme élargi de vaccination de routine.

Le coût total de ce don est de 17 400 USD, selon l'UNICEF.

Sud-Kivu**Bukavu : grève des commissionnaires en douane**

Les commissionnaires en douane de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) ont décidé, depuis jeudi 6 octobre, d'arrêter leur collaboration avec les services douaniers de cette ville.

Réunis au sein de l'Association congolaise des commissionnaires agréés en douane (ACCAD), ils ont dévoilé leur décision dans une déclaration faite le même jeudi.

Selon le président de cette association citoyenne, Nathan Bahala, les responsables de la DGDA ont causé un dysfonctionnement dans le circuit de guichet unique, violant ainsi les procédures en la matière.

« Si nous sommes arrivés à prendre la décision d'observer un mouve-

ment de grève, c'est parce que nous avons constaté qu'il y a violation des procédures du code des douanes dans le circuit de guichet unique au niveau de l'entrepôt de Bukavu-ville », a-t-il expliqué.

A part cela, Nathan Bahala a fustigé la mauvaise attitude de certains cadres de cette régie financière vis-à-vis des déclarants en douane de ce

coin du pays.

Pour lui, ce mouvement de grève est illimité jusqu'à ce que les deux parties trouvent un compromis.

En réaction, un responsable de la DGDA Bukavu rejette les allégations des commissionnaires en douane.

Selon lui, c'est un petit groupe de commissionnaires en douane qui s'agit à la suite de l'application stricte des mesures en matière de dédouanement des marchandises.

« L'absence de ces commissionnaires en douane dans les installations douanières ne perturberait en rien le déroulement des opérations régulières », ajoute-t-il.

Nord-Kivu**Beni : tenue d'un atelier sur le rapprochement entre forces de l'ordre et médias**

Les forces de l'ordre et les médias de la ville de Beni (Nord-Kivu) ont décidé, vendredi 7 octobre, de travailler dans la collaboration.

Ils ont levé cette option lors de l'échange que l'ONG Réseau de médias pour le développement (REMEDI) a organisé sous le thème : « Journaliste dans le contexte de l'état de siège ».

Pour le gestionnaire de cette structure, Jean Baptiste Kambale, cette rencontre a voulu amener chaque catégorie à jouer son rôle pour renforcer la sécurité dans cette contrée.

« Cette table ronde a comme objectif de réduire les risques que peuvent courir les journalistes dans l'exercice de leurs métiers dans le cadre de la sécurité et la protection juridique. Donc rapprocher les deux pour renforcer la protection et la sécurité du journaliste. C'était urgent non seulement parce que la zone est dans l'état de siège, mais aussi parce que nous sommes dans le contexte des conflits et des guerres dans plusieurs territoires », a-t-il expliqué.

Le porte-parole des opérations Sokola 1. Capitaine Antony Mwalushayi a reconnu le travail

qu'abattent les médias de Beni.

« Les médias de Beni rendent un service louable dans l'accompagnement des opérations militaires en cours dans la zone. Cependant, ils ne doivent que se fier sur sources sécuritaires avant toutes livraisons d'une information sécuritaire ».

Des journalistes ayant pris part à cet échange estiment que des telles activités doivent être organisées régulièrement pour maintenir un bon climat communicationnel entre les forces de l'ordre et les médias.

« Ce qui m'a plu, c'est cette prise de parole de ces autorités. Nous venons de savoir ce que ces autorités attendent exactement de nous. Avec de rapprochement comme ça, nous avec les autorités en tous cas ça nous permet d'aller sur la bonne ligne et de savoir ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire », a laissé entendre un journaliste de Beni.

Au cours de cette activité, le plan de sécurité des journalistes a été présenté.

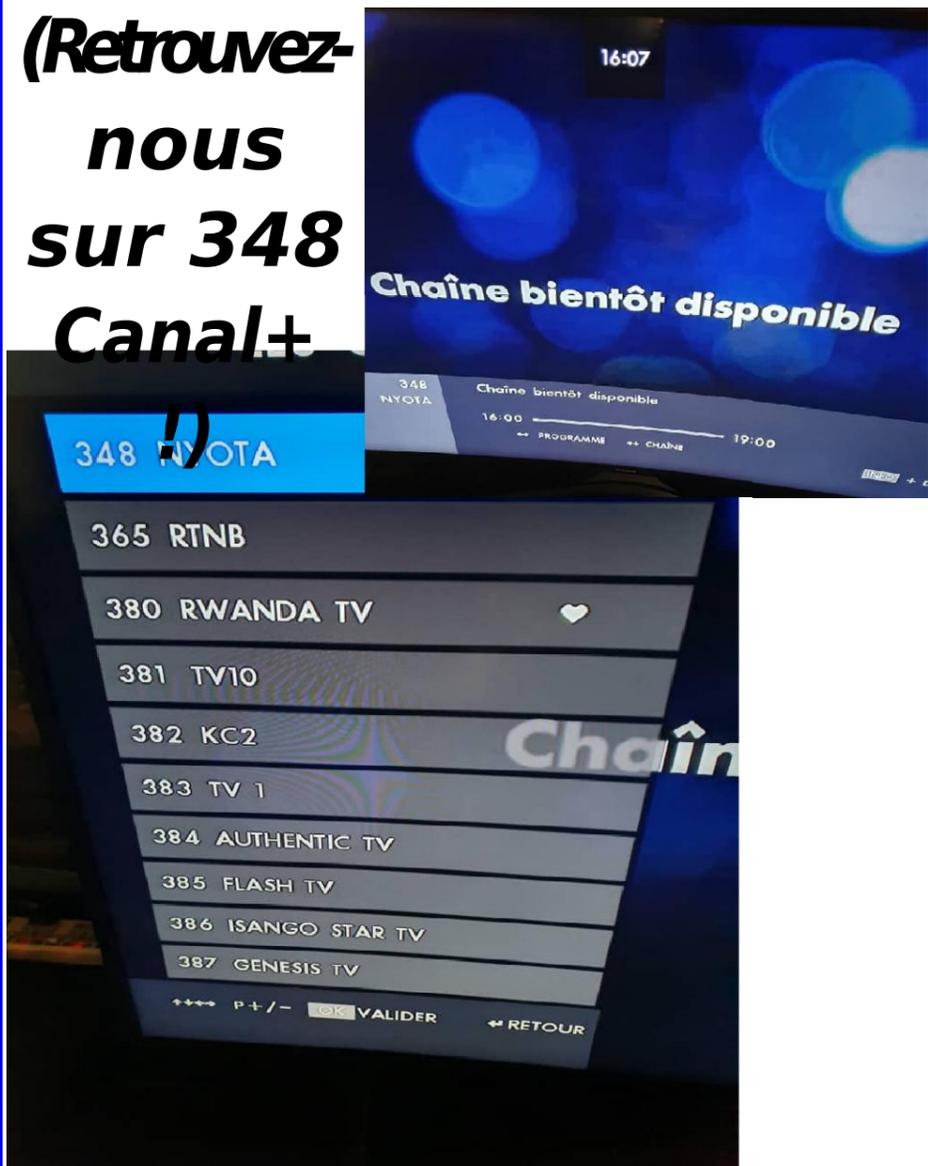
L'échange entre forces de l'ordre et médias a été aussi organisé à Goma, Rutshuru, Lubero et Butembo.

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



Hoschstein et Fernandez pour les minerais, Kerry pour les hydrocarbures*

Que veulent finalement les amis Américains de l'Est du Congo ?

Entre-temps, certains leaders des provinces de l'Est abandonnent leurs terres ancestrales pour s'installer ailleurs au pays, comme pour suggérer aux Etats voisins de les occuper. Pourtant, sous ces terres-là, réside en partie l'avenir de la planète terre...

Kinshasa résiste !

Dernier homme d'Etat américain à séjourner à Kinshasa après Anthony Blinken avec Jose Fernandez en août et Amos Hoschstein en septembre, *John Kerry* est venu passer aux autorités congolaises un message très complexe et fort perplexe : pas question d'exploiter certains des blocs pétroliers et gaziers ayant pourtant fait tous l'objet des appels d'offre lancés le 28 juillet dernier par le ministre des Hydrocarbures Didier Budimbu, et ce malgré l'argumentation solide du Gouvernement soutenue par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde et la VPM Eve Bazaiba en charge de l'Environnement et Développement durable.

Kerry a profité des travaux préparatoires de la 27ème conférence annuelle de l'ONU sur le climat (COP27) organisés à Kinshasa du 3 au 5 octobre 2022 pour doucher l'espoir des Congolais de profiter de leurs ressources selon les prescrits de l'article 58 de la Constitution, à savoir : « _Tous les Congolais ont le droit de jouir des richesses congolaises. L'Etat a le devoir de les redistribuer équitablement et de garantir le droit au développement_ ».

C'est vrai qu'il n'est pas venu les mains vides. « _Il y a eu une annonce par le président Joe Biden pour l'adaptation et la construction de la résilience. Il a proposé 12 milliards USD pour 5 ans et 3 milliards seront disponibles déjà cette année_ », a-t-il déclaré.

Combien pour la RDC cette année ? Et combien dans cinq ans ?

A ce stade, on n'a pas à s'emballer pour des compensations qui peuvent ne pas venir. En 2009, Hilary Clinton avait annoncé USD 100 milliards restés sur papier.

Il faut plutôt plancher sur la capacité des Congolais de produire des hydrocarbures en quantité suffisante comme le font ses voisins de l'Ouest (Angola et Congo Brazzaville) et de l'Est (Soudan du Sud et Ouganda).

Bien entendu, Kinshasa fait de la *résistance*. D'abord avec le Premier ministre qui a déploré le fait que « ... _certains Etats pensent qu'ils sont libres de poursuivre avec leurs émissions, voire de les augmenter, et d'autre part, certains sont empêchés d'exploiter leurs ressources na-



turelles par simple crainte de l'aggravation des émissions mondiales de gaz à effet de serre_ ».

Ensuite avec Eve Bazaiba qui a considéré que « _Personne ne peut nous faire pression (...) Aucune convention au monde, pas même l'Accord de Paris, n'interdit à un pays d'émettre du CO2 pour des raisons de développement_ », avant de rebondir avec cette phrase tranchante : « _Autant nous avons besoin de l'oxygène, nous avons aussi besoin du pain_ ».

Les leaders de l'Est a la recherche des nouvelles terres a l'Ouest

Le rapport avec l'Est, *pour le titre*, est facile à établir en ce que plusieurs blocs pétroliers et gaziers visés par l'administration américaine sont dans cette partie du pays.

Il en est le même des *minerais stratégiques*.

On n'a pas à être analyste pour circonscrire les enjeux : Washington entend (re) mettre le grappin sur les minerais et les hydrocarbures du Katanga, du Kivu et de l'Orientale, 3 des 6 provinces héritées de sa *colonisation* via la Belgique. Ces trois ex-provinces qui, en ajoutant le Kasai, constituent l'espace qu'un certain discours discriminant autour de la Cns présentait en *Zaire Utile*, comme pour suggestionner l'existence d'un Zaire qui ne l'était pas où l'était moins.

Quand la lecture des enjeux inclut alors la situation sécuritaire à l'Est, on comprend vite que le fameux schéma « *Zaire No Etat* » promu de façon informelle en 1996 est en train de se dessiner sous les yeux des Congolais, mais aussi, et pire, avec leur *complicité*.

Pour rappel, ce schéma, prêté aux Américains qui s'en étaient défendus, consistait à rattacher plusieurs provinces de l'Est aux pays voisins. A l'exception du Soudan dont le régime était islamiste blacklisté, étaient retenus pour « recevoir » les régions zairoises les Etats ci-après : *Ouganda* ,

Rwanda, *Burundi* et *Tanzanie*

L'incapacité dans laquelle la Monusco/Monuc a été délibérément mise de ne savoir ni désarmer, ni neutraliser les groupes armés ougandais, rwandais et burundais opérant sur le sol congolais a pour effet *planifié* de maintenir le pays dans l'insécurité permanente.

Avec la énième agression rwandaise via le M23 - agression qui n'émeut nullement les États-Unis - il y a *pis* en ce qu'assistant impuissants à la confiscation des ressources naturelles (minerais et hydrocarbures) de leurs provinces, plusieurs leaders et ressortissants de l'Est quittent leurs terres pour s'installer à l'Ouest où la fronde des locaux est à redouter.

Coïncidence malheureuse : l'ex-Equateur voit ses terres rachetées à partir de la Centrafrique pendant que l'ex-Bandundu et le Kongo Central sont en ébullition à cause des terres rachetées on ne sait trop par qui. Si bien que les transplantations opérées autrefois par la Belgique et qui sont à l'origine de l'insécurité à l'Est sont en train d'être dupliquées à l'Ouest avec pour finalité de prendre tôt ou tard *en état* l'ex-Kasai...

A la manœuvre les partenaires traditionnels

En attendant, force est de constater que l'Est du Congo vit un véritable drame pouvant se résumer en ceci :

1. les Etats voisins, dont particulièrement l'Ouganda et le Rwanda, entretiennent à dessein l'insécurité qui affecte l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et le Tanganyika ;

2. la Force onusienne déployée dans ces provinces pour aider à la restauration de la paix, mais surtout assurer la protection de la population civile, peine à exécuter son mandat ;

3. l'armée congolaise (Fardc) n'a pas toutes les ressources nécessaires pour assurer sa fonction régaliennne. D'ailleurs, elle est obligée de voir ses acquisitions en arme-

ments soumises par le Conseil de sécurité à la traçabilité, et cela ne s'appelle pas embargo ;

4. les tentatives des autorités d'exploiter les ressources naturelles, dont les minerais et les hydrocarbures, sont systématiquement étouffées par des puissances étrangères avec, en tête, États-Unis passant pour les *parrains* de Yowerie Museveni et de Paul Kagame ;

5. plusieurs leaders de l'Est, comme relevé plus haut, quittent leurs terres ancestrales pour en acquérir des nouvelles ailleurs.

6. au final, ces leaders abandonnent leurs terres à des Etats voisins qui vont les occuper facilement et exploiter à leur guise des richesses du sol (agriculture) et du sous-sol (minerais et hydrocarbures).

Personne n'est dupe pour croire la population locale, délaissée par son leadership, organiser la résistance contre les occupants.

Peut-on vraiment dire que ce qui se passe à l'Est soit dans l'intérêt premier de la RDC ?

On devrait plutôt prendre conscience du fait que le Congo est en train de perdre sa partie orientale avec, à la manoeuvre, le premier de ses partenaires bilatéraux dits traditionnels : les États-Unis d'Amérique.

De quoi (nous) demander ces derniers veulent finalement de l'Est et à l'Est.

En deux mois, quatre hommes d'Etat américains

Petit rappel à ceux qui oublient vite : la mission des forces spéciales des États-Unis effectuée en août 2021 au Parc de Virunga - site qui abrite certains blocs pétroliers et gaziers et certains minerais stratégiques « indexés » - avait été justifiée comme une opération de lutte contre les Adf-Nalu. La mission est rentrée aux USA sans les avoir neutralisés.

Il y a là de quoi pousser certains esprits à croire que l'Est du pays représente un enjeu déterminant connu des *initiés*.

De quoi surtout convaincre les connaisseurs que ceux des leaders des provinces orientales qui quittent leurs terres sont soit *victimes de l'ignorance* (ce qui est excusable), soit *complices* (ce qui relève de la haute trahison).

Les observateurs avisés notent, quant à eux, une première au cours de ces trois dernières décennies : en l'espace de deux mois, Kinshasa a vu passer *Blinken*, *Fernandez*, *Hoschstein* et *Kerry*.

Tous se sont préoccupés plus des ressources naturelles que de la sécurité de la RDC !

Si ce n'est pas pour une mise en garde, c'est pour quoi alors ?

Omer Nsongo die Lema

Mali**L'armée enquête sur des allégations du meurtre de 53 civils dans un village**

Une radio française a fait état d'exactions imputées aux soldats maliens, à des supplétifs russes et à une communauté de chasseurs traditionnels dans la région de Mopti.



L'armée malienne a dit samedi avoir ouvert des enquêtes sur l'assassinat ou non de 53 civils dans le centre du pays, tout en dénonçant les entreprises de « désinformation » de certains médias.

« Des enquêtes de gendarmerie ont été ouvertes pour confirmer ou infirmer les informations faisant état d'un présumé assassinat de 53 civils dans le village (de) Gouni-Habé », dit l'armée malienne au bas d'un communiqué de quatre pages détaillant ses opérations depuis fin septembre.

Elle ne fournit aucune précision sur les événements eux-mêmes, ni sur la provenance des informations évoquées.

Radio France Internationale faisait état début septembre d'exactions imputées par de nombreuses sources locales selon elle aux soldats maliens, à des supplétifs russes et aux membres d'une communauté de chasseurs traditionnels dans le village de Nia-Ouro, non loin de Gouni-Habé, dans la région de Mopti.

RFI parlait de viols, d'abus sexuels, de vols et d'actes de pillage.

Nia-Ouro et les localités alentour, connues pour abriter des jihadistes de la Katiba Macina, affiliée à Al-Qaïda, a été le théâtre d'opérations de l'armée malienne pendant plusieurs jours.

La présence aux côtés de soldats maliens de mercenaires de la société privée russe Wagner, aux agissements décriés, est régulièrement rapportée.

Mais la junte au pouvoir depuis août 2020 la démentent et parlent d'instructeurs de l'armée russe, dépêchés au nom d'une coopération ancienne et revigorée.

L'armée malienne est de longue date accusée d'exactions, y compris par la mission de l'ONU déployée dans le pays. Les autorités répondent systématiquement veiller au respect des droits humains et diligenter des enquêtes s'il y a lieu. Les résultats de celles-ci ne sont pour ainsi dire jamais rendus publics.

« L'état-major général des armées appelle une fois de plus à la vigilance et à la retenue contre ces velléités propagandistes, d'intox et de désinformation de certains médias dont le seul but est de semer le chaos, la haine, la division et la désolation au Mali », dit le communiqué de l'armée.

La remontée d'informations est très compliquée dans des zones reculées comme Nia-Ouro, quasiment inaccessibles pour des raisons d'infrastructures et de sécurité.

Élisabeth Borne à Alger pour tenter de concrétiser une réconciliation franco-algérienne

Seize ministres et la Première ministre participent au 5e comité intergouvernemental de haut-niveau à Alger, premier rendez-vous du genre depuis près de 5 ans, après plusieurs reports et même une annulation au dernier moment l'année dernière. Sur les échanges économiques et culturels, Élisabeth Borne espère avancer avec son homologue algérien. Mais pour les dossiers sensibles entre Paris et Alger -le gaz, les visas et le travail de mémoire- il est encore trop tôt.

« C'est n'est pas à l'ordre du jour », voilà ce que répète l'équipe d'Élisabeth Borne, prudente avant le début des discussions avec le gouvernement algérien.

Sur le gaz, a priori pas d'annonces à attendre sur une possible augmentation des livraisons vers la France, Paris a en réalité peu d'espoir d'obtenir davantage des autorités algériennes.

Sur les visas, « les discussions n'ont pas encore abouti », se contente de répondre un conseiller de la Première ministre française.

Autre dossier en suspens : la commission d'historiens censés travailler sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Son calendrier et sa composition ne sont pas encore connus.

**Des sujets consensuels**

La visite d'Élisabeth Borne va surtout se concentrer sur des sujets beaucoup plus consensuels : la jeunesse et la coopération économique.

La Première ministre ouvrira un forum d'affaires lundi avant de rencontrer des élèves du lycée français d'Alger.

Deux mois après le déplacement sur place d'Emmanuel Macron, cette visite est une nouvelle étape dans la reprise du dialogue franco-algérien après des années de brouilles et de tensions.

Je dirais que l'approche est beaucoup plus pragmatique que ce qu'on a vu les dernières années surtout, surtout parce que les 2 pays veulent se concentrer sur les dossiers, où il peut y avoir un certain degré de coopération.

Tchad**Mahamat Idriss Déby Itno désigné président d'une transition prolongée de deux ans**

Au Tchad, clap de fin pour le dialogue national inclusif et souverain ouvert depuis le 20 août à travers une cérémonie de clôture ce samedi matin 8 octobre à N'Djamena. Le point sur une journée riche en couleurs et en annonces.



Le palais du 15-Janvier s'est drapé du tricolore bleu or rouge pour l'occasion. Une chorale dont les membres étaient vêtus des mêmes couleurs a ouvert la séance en chantant l'hymne nationale. Deux représentants des religieux sur les trois conviés ont prononcé chacun une prière. L'Église catholique, qui s'est retirée du dialogue, n'a pas répondu à l'invitation du protocole, rapporte notre correspondant à N'Djamena, Madjiasra Nako.

Puis, vient la lecture des annonces et des remerciements aux différents partenaires qui ont accompagné le processus ayant conduit au dialogue. Parmi les résolutions, l'ancien chef de l'opposition, Saleh Kebzabo annonce que le Conseil militaire de transition, le groupe de quinze généraux qui dirige le pays depuis 18 mois, est dissout, désignant par la même occasion Mahamat Idriss Déby Itno comme président de la Transition. Tonnerre d'applaudissements dans la salle.

Parmi les principales annonces,

la modification de la Charte de la transition pour notamment augmenter le nombre des membres du Conseil national de transition, le Parlement provisoire.

Dans son allocution de circonstance, Mahamat Idriss Déby Itno a appelé les mouvements politico-militaires non signataires de l'accord de Doha à faire le choix de la paix et de la concorde nationale. Et pour preuve de sa bonne foi, il a promis de libérer tous les prisonniers de guerre. Il a également tendu la main aux partis politique et à la société civile qui ont boycotté ou claqué la porte de ces assises dites de " la refondation " du Tchad.

" Je voudrais leur rappeler que nous sommes dans un dialogue continu, permanent, pour bâtir une nation qui nous ressemble et qui nous rassemble à tout moment. Vous pouvez venir prendre votre place. Vous pouvez rejoindre le processus de construction de notre avenir commun. Je ne cesserai jamais de le répéter, le Tchad est notre patrimoine commun. "

Ouganda**"On présente le pays comme une réussite, mais sur le plan démocratique c'est tout le contraire"**

C'est la première économie de l'Afrique de l'Est, et ce dimanche 9 octobre 2022 elle fête ses 60 ans. Il s'agit de l'Ouganda, la "



perle de l'Afrique " selon les mots de l'ancien Premier ministre britannique Winston Churchill. Soixante-ans après, que reste-il de son éclat ? Après les régimes de terreur d'Iddi Amin Dada et de Milton Obote, l'actuel président Yoweri Museveni est au pouvoir depuis presque 40 ans.

Les dernières élections ont été parmi les plus violentes, faisant plus de 50 morts. L'Ouganda à 60 ans, quel bilan ? Éléments de réponse avec Jean-Claude Félix-Tchicaya, chercheur associé à l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE).

Le prix Nobel de littérature 2022 attribué à la romancière française Annie Ernaux voix



L'auteurice des « Années » est la seizième Française et la dix-septième femme à recevoir le prix de l'Académie royale des sciences suédoise.

Les sites de paris en ligne l'annonçaient parmi les favoris depuis quelques jours. Ils avaient raison : Annie Ernaux s'est vu décerner le prix Nobel de littérature 2022, jeudi 6 octobre. Ils ont ainsi couronné la carrière de l'auteurice des Années (Gallimard, 2008), née en 1940.

Annie Ernaux est le seizième écrivain français à recevoir, depuis 1901, la distinction dotée de 8 millions de couronnes (environ 740 000 euros), huit ans après Patrick Modiano, la première auteurice française et la dix-septième femme – elle succède au romancier tanzanien Abdelrazak Gurnah, distingué en 2021.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos conditions générales de vente.

Pour toute demande d'autorisation, contactez droitsdauteur@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

« Je considère que c'est un très grand honneur qu'on me fait et, pour moi, en même temps, une grande responsabilité, une responsabilité qu'on me donne en me donnant le prix Nobel », a réagi la lauréate auprès de la télévision suédoise SVT. « C'est-à-dire de témoigner (...) d'une forme de justesse, de justice, par rapport au monde », a-t-elle ajouté.

Le président français, Emmanuel Macron, a salué sur Twitter l'attribution du prix à l'écrivaine, « voix » de « la liberté des femmes et des oubliés du siècle ».

L'écriture comme une exigence « qui ne peut laisser en repos »

Ce qui se voit ainsi mondialement célébré, c'est une œuvre qui ne pratique l'autobiographie (terme qu'elle récuse, cependant) que pour dire une histoire, des sensations, des

émotions communes. Une œuvre admirable par sa constance, dont l'écriture a toujours été conçue par son auteurice comme une exigence « qui ne peut laisser en repos », s'attachant phrase après phrase, livre après livre, à tenter d'élucider le réel, à accéder à la compréhension et à l'expression d'une vérité sur l'existence autrement inaccessibles.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

Tel est le pouvoir fondamental qu'Annie Ernaux attribue à cet exercice, situé, selon elle, toujours accepté de commenter généreusement son travail au cours d'entretiens, « entre la littérature, la sociologie et l'histoire ».

Le refus de la joliesse

Des Armoires vides (Gallimard, 1974) à Mémoire de fille (Gallimard, 2016), en passant par La Place, et L'Événement (Gallimard, 1983 et 2000) ou encore Regarde les lumières, mon amour (Seuil, 2014), l'écrivaine, engagée à l'extrême gauche, a très largement contribué à faire évoluer la littérature française, et au-delà.

Elle a travaillé à bouleverser l'ordre littéraire comme elle voulait faire trembler l'ordre social, en écrivant de la même manière sur des objets « considérés comme indignes de la littérature », tels l'avortement, le RER, les supermarchés, et sur d'autres, tenus pour plus « nobles » – le temps, la mémoire, l'oubli. En refusant, aussi, une vision ornementale de la phrase, pour lui préférer une forme de netteté et de sécheresse – une « écriture plate » qui témoigne de sa méfiance à l'égard des jolies-esses du langage et des formes de domination que celles-ci exercent et reproduisent.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite.

En tant qu'abonné, vous pouvez

offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

Une transfuge de classe

Entamée il y a quarante-huit ans, l'œuvre d'Annie Ernaux, intensément liée à sa vie, s'inscrit de plain-pied dans son temps. Le chercheur, essayiste et critique Dominique Viart note, dans Annie Ernaux : le temps et la mémoire (Stock, 2014), qu'elle est « au cœur des préoccupations de ces dernières décennies. Elle est attentive aussi bien aux grandes problématiques sociales – différence de classes, distinction socio-culturelle, revendications féminines... – qu'aux catégories que l'art ou la pensée ont récemment portées à l'avant-scène – questions de la mémoire et du quotidien, de l'héritage et de la filiation. Profondément impliquée dans la discussion de phénomènes littéraires aussi décisifs que le retour du sujet et de l'autofiction, elle participe aux débats que la littérature entretient désormais avec les sciences humaines ».

La native de Lillebonne (Seine-Maritime) a grandi dans le café-épicerie de ses parents à Yvetot, ce qui lui a permis d'être traversée, très tôt, « par toutes sortes de conversations et de langages », de prendre conscience des hiérarchies sociales, même les plus subtiles, des formes de domination les plus infimes. Son accession, à travers ses études (qui l'ont amenée à devenir professeur

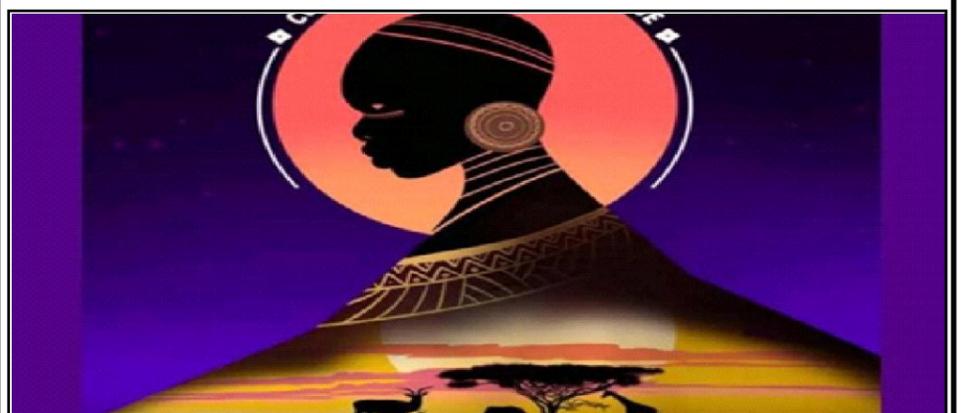
agregée de français) et son mariage, à un monde plus bourgeois, font d'elle une « transfuge de classe », et c'est dans cet écart, cette tension nourrie de culpabilité, de honte, de regret, de tendresse, aussi, que naît l'écriture.

« Les Années », son chef-d'œuvre

Le dernier livre d'Annie Ernaux est paru en France cette année : il s'agit du Jeune Homme (Gallimard). Très lue et admirée dans son pays par la critique comme par le public, sujet de nombreuses thèses, l'écrivaine a probablement été rendue « nobélisable » par la traduction en langue anglaise, en 2018, dix ans après sa parution initiale, de ce qui est tenu pour son chef-d'œuvre : Les Années. Ce texte s'ouvre sur une certitude : « Toutes les images disparaîtront », et s'achève par un espoir d'écrivaine : « Sauver quelque chose du temps où l'on ne sera plus jamais. »

Entre les deux se raconte, sur le mode distancié et impersonnel de la troisième personne, une vie, celle d'Ernaux, avec, en toile de fond, l'évolution du monde au fil des ans. Glissant du « elle » au « on », au « nous », ce livre, dont le titre de travail était « Roman total », est un texte magistral sur la mémoire individuelle et la mémoire collective, ce qui nous fait individus et générations, classes... Qui l'a lu ne peut s'étonner du choix de l'académie suédoise.

Y' Africa Festival : des contes et légendes d'Afrique seront à l'honneur à Kinshasa



Kinshasa, ville créative et culturelle, va abriter, du 14 au 15 octobre, la deuxième édition de Y' Africa festival à l'Institut français de Kinshasa. Cet événement, selon les organisateurs, sera un moment de rencontre et de sensibilisation sur les cultures africaines par le biais de diverses activités touchant à l'art, à l'éducation et au divertissement.

« Ce festival fait preuve de beaucoup de créativité, donne un autre aperçu aux paradigmes africains, fait voyager à travers des us et coutumes ainsi que des traditions d'autrefois et permet de connaître l'Afrique dans son entièreté », ont fait savoir les organisateurs au cours d'une conférence de presse, organisée ce jeudi 6 octobre.

D'après Myra Dunoyer, responsable de la structure Elza Masolo, qui organise ce festival, plusieurs pays

africains y seront représentés notamment le Togo, le Cameroun, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Burkina Faso et la RDC.

Diverses activités seront organisées tout au long de Y' Africa festival notamment, des projections de films, des spectacles de contes, des expositions, des ateliers et des conférences ainsi qu'une exposition made in Africa.

Les organisateurs du festival ont également prévu une série d'activités sur la biodiversité et la protection de l'environnement à l'intention des festivaliers, et plus particulièrement des enfants et jeunes qui vont prendre part à ce festival dont l'entrée est gratuite pendant la journée et payante en soirée.

**Daniel Aloterembi
MCP**

Ligue des champions

TP. Mazembe ramène un point de l'Ouganda

Le Tout puissant Mazembe ramène un nul de son voyage en Ouganda. La rencontre qui l'a opposé, hier dimanche 09 octobre 2022, au St Mary's Stadium de Kitende à Kampala, au Vipers Sports Club s'est soldé sur le score de parité de zéro but partout (0-0).

En manque de réussite malgré de multiples tentatives,

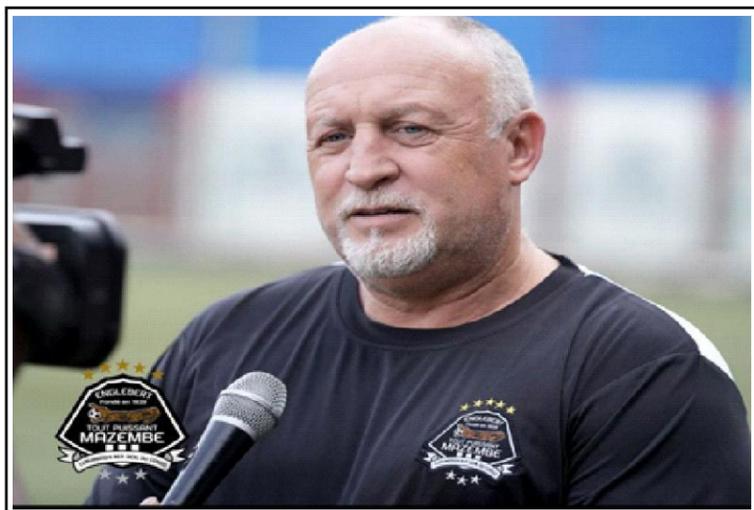
les deux équipes n'ont scoré dans ce match aller du 2ème tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF.

Avec ce match nul, les Corbeaux tenteront d'obtenir leur qualification à Lubumbashi, lors de la manche retour prévue le samedi 15 octobre prochain.

Mechack Wabeno Actu30



DUMAS veut des Corbeaux sans peur ni doute!



Samedi 8 octobre, veille de match à Kampala. Franck DUMAS a conduit ses joueurs sur le gazon synthétique du Mary's Stadium, lieu de la rencontre d'hier dimanche à 13h00 GMT, 16h00 heure locale et 15h00 à Lubumbashi. Face à la presse, le technicien français s'est exprimé sur l'adversaire Vipers SC, le contexte du match, les absences et ce que peuvent produire les Corbeaux pour ramener un résultat positif à Lubumbashi. Voici quelques extraits.

« Le séjour à Kampala se passe très bien comme pour tous les autres séjours à l'extérieur lors des matchs importants... »

Le premier match officiel de TPM de la saison, une idée sur l'adversaire ?

« J'ai vu leur dernier match en championnat. C'est dans un stade où il y a de l'ambiance, ce sera sympa. Nous respectons l'adversaire et nous n'avons peur de personne. Nous nous appelons le TPM avec un devoir de représenter le football congolais et de ne pas revivre ce que nous avons connu l'année dernière

même si les choses sont différentes sur cette année. Nous sommes là pour faire quelque chose de bien et repartir sereinement de l'Ouganda... »

« Au tour préliminaires de cette Ligue des Champions, il y a davantage de bonnes équipes que de mauvaises. Nos adversaires ont une source de motivation naturelle quand ils nous rencontrent, il y a une surmotivation en face. Toutes les équipes veulent nous battre, à nous de ne pas les laisser faire... »

Le meilleur scénario ?

« Une bonne fin! Le football est imprévisible, c'est ce qui fait toute sa beauté. Nous travaillons pour trouver notre équilibre. Nous avons été sanctionnés durement après le match de Berkane, j'aimerais que ça soit juste et équilibré. Il y a Magloire NTAMBWE qui avait reçu une grosse pierre au niveau de sa main. Nous avons fait constater ça aux officiels de la CAF qui ont les photos de cette main ensanglantée, mais aucune décision n'a été prise... »

L'état d'esprit avant le match de ce dimanche ?

« Nos joueurs vivent avec la pression, c'est ce qui les fait avancer. Il n'y a pas de changement de mentalité sur ce qu'on a fait la saison dernière. Nous jouons les matchs pour les gagner et nous nous sommes préparés pour ça ; les joueurs sont conditionnés pour ça. Nous n'avons rien à craindre ni à redouter, nous avons juste à monter sur le terrain et à faire ce que nous sommes capables de produire face à un bon adversaire qui va nous donner du fil à retordre. Le doute et la peur ne font pas partie de notre métier. »

Les 11 de départ du TP. Mazembe

Le TP. Mazembe de Lubumbashi croise Vipers SC de Kampala (Ouganda), dimanche 9 octobre, en match aller des 16è de finale de la Ligue des champions de la CAF.

Pour débiter cette rencontre, l'entraîneur Franck Dumas a aligné les joueurs ci-après :

- Mounkoro,
- Issama,
- Nkaya,
- Ngimbi,
- Ngalumulume,
- Tunde,
- Zemanga,
- Luzolo,
- Ntambwe,
- Kitambala,
- Mondeko,

Reserves

- Siadi,
- Atibu,
- Mawawu,
- Bossu,
- Tshimanga,
- Mayombo,
- Mujaya,
- Mukoko,
- Likonza

CAF-C2

Lupopo s'impose devant Sagrada Esperança d'Angola au stade des Martyrs



Le FC Lupopo de Lubumbashi s'est imposé (2-0) le samedi 8 octobre devant Sagrada Esperança d'Angola au stade des Martyrs de Kinshasa. Ce match comptait pour la phase aller des 16è de finale de la Coupe de la Confédération de la CAF.

Les Cheminots lusoïso jouent loin de leurs supporters, le stade Frédéric

DCMP perd en déplacement face à Saint Michel United (0-1)

Le DCMP s'est incliné devant Saint-Michel United, samedi 8 octobre, au National Sport Complex Pich 1, de Saint Pierre à l'île Maurice.

Ce match-aller s'inscrivait dans le cadre des 16è de finale de la Coupe de la Confédération de la CAF.

L'unique réalisation de cette explication a été marquée à la 56è minute de jeu.

Les Immaculés kinoïso ont nettement dominé la première mi-temps sans pour autant prendre l'avance au marquoir.

Au retour de la pause, les Tupamaros ont cédé aux pressions avant d'encaisser ce but.

Certains amoureux du ballon rond attribuent la défaite du DCMP notamment au manque de

Kibasa Maliba étant en cours des travaux de rénovation pour répondre aux normes de la FIFA et CAF.

Jonathan Masakidi (31') et Kazema (90+1) sont les deux buteurs de la rencontre.

Les Cheminots de Lubumbashi iront chercher la qualification dans une semaine en Angola.



compétition de ses joueurs aussi longtemps qu'en RDC, le championnat s'est joué à une seule phase.

Le match Saint-Michel contre le DCMP s'est joué dans un terrain neutre par manque d'un stade homologué par la CAF aux Seychelles.

Le match-retour est fixé au 16 octobre au stade des Martyrs de Kinshasa.

Candidat président de la République

Denis Mukwenge : la fin du mythe !

C'est sur compte twitter que le docteur Denis Mukwege vient d'annoncer sa candidature à la prochaine présidentielle de 2023. Légitime en tant que citoyen de ce pays, jouissant de la plénitude de ses droits comme d'aucuns. Sa candidature annoncée vient se greffer à trois d'autres, celles d'Augustin MatataPonyo, de Félix Tshisekedi et de Martin Fayulu. Il est indéniable que la liste s'étirera dans les prochains jours et mois, expression démocratique obligeant.

En réalité, la candidature du Prix Nobel de la paix était attendue depuis bien longtemps, nombreux de ses fidèles l'ayant déclaré à maintes occasions, tant au pays qu'à l'étranger. L'estime du patron de l'hôpital de Panzi s'abreuve justement dans son

œuvre autour de l'aide apportée aux femmes victimes de viol consécutif à l'insécurité permanente depuis plus de deux décennies dans l'Est de la RDC. De même que Denis Mukwege s'est distingué ces derniers temps dans des prises de position civiles en faveur du retour de la paix au pays et de la justice en faveur des victimes des violences diverses.

Danger

L'homme est devenu une sorte de mythe par ce combat civil qui lui a justement valu la distinction honorifique internationale. Toute la crainte maintenant est de voir ce mythe s'effondrer sur le plateau de la politique sur lequel il a choisi de s'exprimer désormais. La prudence aurait voulu que le docteur maîtrise d'abord son secteur

de prédilection – la santé et la société civile – avant de se jeter dans un saut périlleux. Fraiche encore dans nos mémoires, la savante observation de Jean de Dieu Nguz – a – Karl I Bond à Mgr Monsengwo à l'époque.

En rapport avec son engagement politique, notamment à la Conférence nationale souveraine, l'ancien Premier ministre de l'époque avait affirmé : « Peut-on se jeter dans une piscine pleine d'eau, et espérer en sortir sec ? ». En se jetant dans la politique aujourd'hui, le docteur Denis Mukwege s'expose à des attaques d'un autre genre. Ici tous les coups sont permis, mais surtout il faudra même marcher sur les intérêts de ceux que l'on prétendait protéger hier. Sur le terrain politique, l'intérêt populaire n'est pas toujours le fil conducteur de l'action du dirigeant, l'exposant

à la désapprobation générale.

Bien plus, les intérêts de ses administrés ne concordent pas toujours avec ceux des faiseurs de roi qui ont parrainé son accession au pouvoir. A preuve, l'écart entre le discours de l'administration américaine et son action dans l'Est de la RDC. En somme, on risque de se mettre au dos la population ou les puissances mondiales. Dans le premier cas, l'on perd tout le prestige qui a caractérisé le dirigeant ; dans le second, le coup de force serait la moindre récompense, autrement c'est l'assassinat ! D'où l'importance de la prudence face aux sollicitations des Occidentaux pour des responsabilités politiques, surtout lorsqu'on ne justifie nullement de l'expérience avérée dans ce domaine. D'aucuns en avaient payé un fort prix dans l'histoire.

LR

Eternel recommencement

Nairobi : piège et distraction !

Selon plusieurs sources crédibles, le gouvernement de la République et les groupes armés actifs à l'Est se retrouveront très prochainement pour un nouveau round de dialogue. Le mandataire spécial du chef de l'Etat, la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), en cours de déploiement, s'occupera de ces groupes, nationaux et étrangers, qui se montreront réfractaires au processus politique que constitue ce dialogue. Dans le lot, il cite les ADF, ces rebelles ougandais très forts dans les tueries des civils congolais. « Ce que je vais vous dire c'est ce que la force régionale ne fera pas : s'interposer entre le M23 et les FARDC. Depuis le premier conclave des chefs d'Etats, qui s'est tenu le 21 avril, vous avez le communiqué qui a suivi ce sommet des chefs d'Etats d'Afrique de l'Est, il était bien défini que la force régionale, était mise sur pied pour éradiquer : 1. les groupes armés réfractaires c'est-à-dire ceux qui ne rejoindraient pas le processus politique, processus de Nairobi et 2. les forces négatives, par exemple, on parle des ADF, on parle des autres forces étrangères qui sont en train d'opérer sur notre territoire, » a-t-il explicité sur les antennes de Radio Okapi.

La vérité est que cette position conforte bien le fameux M23 accroché à un échange d'égal à égal avec le pouvoir de Kinshasa. Une recette sempiternelle dont la matérialisation, par le passé, a buté devant l'impossibilité de donner corps à un « complot » contre les attributs de l'Etat congolais. Relancer le dialogue en cet instant précis accredit le triomphe de Washington accroché hermétiquement à une solution qui fragilise Kinshasa.

La rengaine, on le sait, a été fredonnée inlassablement par les différents émissaires de l'administration américaine à Kinshasa et dans la sous-région. Une façon de rendre nulle la pertinence de la force régionale dont on atten-

dait la mission de réduire au silence les groupes armés, indistinctement. Pour autant que le M23 sera le premier à se hâter vers la capitale kenyane, il sera exclu d'une éventuelle attaque de la force de l'EAC. Seuls resteront sur la liste, les FDLR, les Interhamwe, les ADF et les différents groupes Maï-Maï congolais. Au finish, les pseudo-rebelles du M23 (véritables soldats rwandais) seront bénéficiaires de la neutralisation des résistants congolais.

Le piège indiscutablement porte le seing de Washington, le véritable artisan de la tragédie congolaise depuis plus de deux décennies. Il en sera de même sur le second plateau où Kinshasa sera seul contre tous (manipulés par les Etats-Unis) face aux revendications traditionnelles des pseudo-rebelles. Ces revendications articulées autour du brassage ou mixage des éléments armés, de l'amnistie générale pour les crimes commis, de l'intégration des civils au sein de l'appareil de l'Etat. Etc.

Cette recette, on ne le dira jamais assez, a nourri la déliquescence de l'Etat congolais infiltré par des sujets rwandais depuis des lustres. Les dernières accusations contre des officiers des FARDC sur la situation à l'Est, traduit justement l'infiltration des cadres congolais par Washington via Kigali. N'eût été ce démantèlement, la ville de Goma serait déjà passée aux mains des soldats rwandais aux fins de forcer Kinshasa à avaler la couleuvre.

Pour peu que l'on se reconnait Homme, Kinshasa aurait mieux à gagner à repousser le schéma d'un dialogue alors que la force conjointe est en plein déploiement. Quitte à se prendre en charge en exploitant d'autres tours de manche à sa portée. Force est de reconnaître ainsi que la force régionale est une mascarade alors que le dialogue se veut une véritable distraction, éloignant Kinshasa d'un schéma devant lui permettre de s'assumer !

LR

Kalemie

La crise alimentaire à la prison fait 47 décès depuis Janvier



A Kalemie, la prison centrale est secouée par une crise alimentaire. Selon les sources proches des responsables de cette maison carcérale, 47 détenus sont morts depuis le début de cette année. La plupart souffrent de malnutrition sévère car les détenus n'ont droit qu'à trois repas par semaine. Avec une capacité de 250 personnes, la prison de Kalemie compte à ce jour 954 détenus. Les responsables de cette maison de rééducation appellent à l'intervention des autorités tant au niveau national que provincial

Ce lundi, deux nouveaux détenus sont décédés à la prison centrale de Kalemie. Un surveillant de cette maison de détention qui a requis l'anonymat affirme que l'une des victimes est morte à la suite d'une anémie. Tandis que le second a développé une malnutrition sévère. Ce qui ramène le nombre des décès à 6 depuis début septembre, ajoute notre source. En 9 mois, la prison de Kalemie a enregistré 47 décès, d'après des sources sur place. Ce qui fait une moyenne de 5 décès par mois. Pendant ce temps, des dizaines

d'autres prisonniers sont malades. Nathan Mugisho, président du mouvement citoyen «Parlement debout sans tabou » a visité cette maison carcérale ce mardi. Il affirme que la situation de la prison est inquiétante. Selon lui, 72 détenus sont malades. Parmi eux, 17 sont internés au dispensaire de la prison et leur état est critique. Il affirme que ce détenus ne sont pas pris en charge faute de médicaments. Le reste des malades soit 55 détenus,

souffrent de la tuberculose. Toutefois, indique-t-il, ces derniers sont sous traitement.

Des actions de l'autorité

Les conditions de vie des détenus de la prison de Kalemie n'intéressent-elles pas les autorités de la province du Tanganyika ? S'interrogent plusieurs habitants de Kalemie. « Oui », répond le ministre provincial du plan dans la province du Tanganyika Dieudonné Muzang Masol. Et d'ajouter, « le gouvernement provincial a reçu beaucoup d'alertes sur la situation de cette maison de détention ». Ainsi, précise-t-il, la gouverneure de province envisage d'effectuer une descente sur le terrain afin de palper du doigt les réalités. Ce qui par la suite, permettra à Madame Julie Ngungwa, de décider sur des actions concrètes à mener.

Denise Maheho